

Unite to stop the Unfair Elections Act

The Harper government is seeking to rapidly pass a sweeping election law that Canada's Chief Electoral Officer has called an affront to democracy. The aim of this bill is not to introduce much needed positive reforms to election law in Canada, as has been claimed by the government. This legislation is a blatant attempt by the Harper government to stack the deck in favour of the Conservatives in the next federal election.

Harper's new Unfair Elections Act would:

- make it harder for people to vote.
- disproportionately impact students and youth, Indigenous people, seniors, people on low-incomes, and other groups of people who the Conservatives know are unlikely to vote for them.
- fail to bring to justice the people behind the widespread election fraud in 2011.
- create a new "independent" Commissioner of Canada Elections, who would be accountable not to Parliament but to the Justice Minister.
- actually make it harder to catch perpetrators of election fraud like Pierre Poutine.
- prevent Elections Canada from talking about democracy, including prohibiting: Elections Canada participation in the Student Vote program, a national initiative to increase youth voter turnout by allowing 500,000 students below voting age to vote in a parallel election; publicly discussing (or even researching) how to increase voter turnout.
- prevent Elections Canada from reporting publicly about voter complaints it receives, including about fraudulent calls.
- stack the electoral deck in Harper's favour in a variety of additional ways, including changing the rules governing fundraising and election spending on robocalls companies.

We call on all Members of Parliament to:

- not allow this new elections law to pass without removing the parts that would legalize voter suppression.
- replace the parts of the Unfair Elections Act that undermine democracy with new provisions to prevent election fraud from happening again, including giving the Commissioner the right to compel evidence and levying a hefty fine against any political party which allows its database to be used to mislead voters.

We reject the Orwellian name the Harper government has given this legislation - the so-called "Fair" Elections Act - and will continue to refer to it more accurately as the Unfair Elections Act. We hope you will too. And we hope you will join us to stop it.

Signatories:

David Crombie, David Suzuki, Allan Gregg, Margaret Atwood, Judy Rebick, Tantoo Cardinal, Michael Ondaatje, Tony Urquhart, Stephen Clarkson, Sarah Slean, Brigitte DePape, Jane Urquhart, and Graeme Gibson.

ACORN Canada, Agriculture Union – PSAC, Alternatives, Canadian Federation of Nurses Unions, Canadian Federation of Students, Canadian Peace Alliance, Canadian Teachers' Federation, Canadian Unitarians for Social Justice, Canadian Youth Climate Coalition (CYCC), Canadian Association of University Teachers, Coalition Pas de démocratie sans voix, Common Frontiers, Confédération des syndicats nationaux – CSN, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, Council of Canadians, CUPE, Kitchen Table Collective, la Fédération des femmes du Québec, Le Conseil québécois LGBT, Leadnow, Ligue des droits et libertés, Newfoundland and Labrador Teachers' Association, Nova Scotia Teachers Union, NUPGE, OpenMedia, Polaris Institute, PSAC, Public Interest Alberta, UFCW Canada, Unifor, and the Union of Veterans Affairs Employees (UVAE).

If your organization would like to endorse this statement and join the growing opposition to the Unfair Elections Act, please send your name, organization, and contact information to: dpenner@canadians.org. For more information, visit www.fairelectionsact.ca.

Non au projet de loi de l'injustice électorale!

Le gouvernement Harper cherche à faire adopter au plus vite une réforme électorale que le directeur général des élections du Canada qualifie de « menace à la démocratie ». Le projet de loi C-23, *Loi sur l'intégrité des élections*, n'apporte aucune réforme positive à la *Loi électorale du Canada*, contrairement à ce que prétend le gouvernement. Cette loi n'est en fait qu'une tentative à peine voilée du gouvernement Harper de favoriser l'électorat conservateur aux prochaines élections fédérales.

La réforme électorale de Harper aura pour effet de :

- Restreindre le droit de vote des citoyennes et citoyens.
- Pénaliser de façon disproportionnée les étudiantes et étudiants, les jeunes, les personnes autochtones, celles à faible revenu et d'autres groupes citoyens qui, selon les conservateurs, sont moins susceptibles de voter pour leurs candidats.
- Empêcher la poursuite des auteurs de la fraude électorale de 2011.
- Créer un nouveau poste « indépendant » de commissaire des élections du Canada qui devra rendre des comptes non pas au Parlement, mais au ministre de la Justice.
- Rendre plus difficile l'identification d'auteurs de fraudes électorales comme Pierre Poutine.
- Empêcher Élections Canada de parler de démocratie et même de participer à divers programmes suscitant une plus grande participation des jeunes aux élections fédérales, comme le programme Vote étudiant, une initiative nationale qui offre la possibilité à quelque 500 000 étudiants qui n'ont pas l'âge de voter de participer à des élections parallèles organisées en même temps que les élections générales fédérales; de discuter publiquement (et même de faire des recherches) de divers moyens d'augmenter le taux de participation aux élections.
- Empêcher Élections Canada de rendre publiques les plaintes reçues des électeurs, y compris sur les appels frauduleux.
- Avantager le Parti conservateur de Harper de diverses façons, y compris en changeant les règles qui régissent le financement et les dépenses des partis sur les compagnies d'appels automatisés.

À nos députés fédéraux, nous demandons de :

- Tout faire pour retirer les dispositions qui avaliseraient la suppression de droits de certains électeurs avant l'adoption du projet de loi.
- Tout faire pour remplacer toutes les dispositions qui représentent une atteinte à la démocratie par des dispositions qui préviennent les fraudes électorales et donnent, entre autres, le pouvoir au nouveau poste de commissaire de recueillir des éléments de preuve et d'imposer de lourdes sanctions à tout parti politique qui permettrait l'utilisation de ses bases de données pour tromper les électeurs et les électrices.

Selon nous, ce projet de loi ne vise pas à préserver l'intégrité des élections, comme le clame le gouvernement Harper dans sa vision orwellienne de la société canadienne, mais bien à créer l'injustice. C'est pourquoi nous l'avons rebaptisée la *Loi sur l'injustice électorale*. Et si vous êtes du même avis, nous vous invitons à vous joindre à nous et à appuyer notre campagne.

Signataires :

David Crombie, David Suzuki, Allan Gregg, Margaret Atwood, Judy Rebick, Tantoo Cardinal, Michael Ondaatje, Tony Urquhart, Stephen Clarkson, Sarah Slean, Brigitte DePape, Jane Urquhart, et Graeme Gibson.

ACORN Canada, Agriculture Union – PSAC, Alternatives, Canadian Federation of Nurses Unions, Canadian Federation of Students, Canadian Peace Alliance, Canadian Teachers' Federation, Canadian Unitarians for Social Justice, Canadian Youth Climate Coalition (CYCC), Canadian Association of University Teachers, Coalition Pas de démocratie sans voix, Common Frontiers, Confédération des syndicats nationaux – CSN, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, Council of Canadians, CUPE, Kitchen Table Collective, la Fédération des femmes du Québec, Le Conseil québécois LGBT, Leadnow, Ligue des droits et libertés, Newfoundland and Labrador Teachers' Association, Nova Scotia Teachers Union, NUPGE, OpenMedia, Polaris Institute, PSAC, Public Interest Alberta, UFCW Canada, Unifor, et Union of Veterans Affairs Employees (UVAE).

Si votre organisation souhaite entériner cette déclaration et se joindre le mouvement croissant d'opposition à la Loi de l'injustice électorale, veuillez faire parvenir vos coordonnées à : dpenner@canadians.org. Pour plus d'information, visitez le site de la campagne : [QU'ON LAISSE LES GENS VOTER](#)